

PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE PONTIAC

PROCÈS-VERBAL de la séance ordinaire du conseil municipal tenue le mardi 10 janvier 2017 à 19h30 au centre communautaire de Luskville, situé au 2024, route 148, Pontiac à laquelle étaient présents :

M. Roger Larose, maire, M. Brian Middlemiss, maire-suppléant et les conseillers, Mme Nancy Draper-Maxsom et M. Thomas Howard.

Également présents, M. Benedikt Kuhn, directeur général et Dominic Labrie, chef de service – Communications et directeur adjoint par intérim, ainsi que quelques contribuables.

Absences motivées : M. Edward McCann, conseiller (jugement de la Cour Supérieure), Mme Inès Pontiroli et Dr. Jean Amyotte, conseillers.

M. Larose, Président, constate le quorum et procède à l'ouverture de la séance. La séance débute à 19h30.

PAROLE AU PUBLIC ET QUESTIONS

James Eggleton - Réclame, au nom de la transparence, que les débats du conseil soient enregistrés afin de conserver de meilleures archives des travaux

17-01-3019

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

- 1. Ouverture de la séance**
- 2. Parole au public et questions**
- 3. Adoption de l'ordre du jour**
- 4. Adoption des procès-verbaux des réunions antérieures**
 - 4.1 Procès-verbal de la séance ordinaire tenue le 13 décembre 2016, et des deux séances extraordinaires du 20 décembre 2016
- 5. Administration**
 - 5.1 **(Aucun)** Transferts budgétaires
 - 5.2 Liste des factures à payer
 - 5.3 Liste des dépenses incompressibles
 - 5.4 Liste des engagements de dépenses pour le mois de janvier
 - 5.5 Rapport relatif à la délégation d'autorisation des dépenses
 - 5.6 Affectation de crédits (Dépenses incompressibles)
 - 5.7 Office Municipale d'Habitation (O.M.H) – Budget 2017
- 6. Sécurité publique**
 - 6.1 Avis de motion - Règlement 01-17 concernant la constitution d'un service de la sécurité incendie
 - 6.2 Adoption du règlement uniformisé 17-RM-04 concernant la paix et le bon ordre
- 7. Travaux publics**
 - 7.1 Octroi de contrat - Services professionnels pour une étude - Rampe de mise à l'eau
 - 7.2 Prolongation du contrat – M. Philippe Beaudoin
- 8. Hygiène du milieu**
- 9. Urbanisme et zonage**
 - 9.1 Désignation de M. Louis Montgrain, directeur du service d'urbanisme de la Municipalité de Pontiac, responsable à l'émission des permis et certificats
 - 9.2 Nomination des officiers pour le CCU
- 10. Loisir et culture**
 - 10.1 Financement de Quyon Sports and Recreation
- 11. Divers**
- 12. Rapports divers et correspondance**

NON REÇU
- 13. Dépôt du registre de correspondance**

NON REÇU
- 14. Période de questions du public**
- 15. Levée de la séance**

Il est

Proposé par: Nancy Draper-Maxsom
Appuyé par: Brian Middlemiss

ET RÉSOLU d'adopter l'ordre du jour avec les ajouts suivants :

Item # 6.3 Subvention à la formation
Item # 11.1 Hôpital de Shawville

Adoptée

17-01-3020

ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU 13 DÉCEMBRE 2016 ET DES DEUX SÉANCES EXTRAORDINAIRES DU 20 DÉCEMBRE 2016

Il est

Proposé par : Brian Middlemiss
Appuyé par : Nancy Draper-Maxsom

ET RÉSOLU d'adopter le procès-verbal de la séance ordinaire tenue le 13 décembre 2016, et des deux séances extraordinaires du 20 décembre 2016.

Adoptée

AUCUN TRANSFERT BUDGÉTAIRE POUR JANVIER 2017

17-01-3021

LISTE DES FACTURES À PAYER

Il est

Proposé par : Thomas Howard
Appuyé par : Nancy Draper-Maxsom

ET RÉSOLU QUE ce Conseil autorise le paiement des factures au montant de **98 846,56\$** (voir annexe) pour la période se terminant le 31 décembre 2016 et à débiter les affectations budgétaires relatives aux dépenses mentionnées sur ladite liste.

Adoptée

17-01-3022

LISTE DES DÉPENSES INCOMPRESSIBLES ET PRÉ-APPROUVÉES

Il est

Proposé par: Thomas Howard
Appuyé par: Brian Middlemiss

ET RÉSOLU QUE ce Conseil approuve la liste des déboursés et prélèvements effectués du 29 novembre 2016 au 20 décembre 2016, le tout pour un total de **498 701,31\$** (voir annexe).

Adoptée

17-01-3023

LISTE DES ENGAGEMENTS DE DÉPENSES POUR LE MOIS DE JANVIER 2017

Il est

Proposé par : Brian Middlemiss
Appuyé par : Nancy Draper-Maxsom

ET RÉSOLU d'engager les dépenses apparaissant à l'annexe A, pour un montant total de **2 924,02\$** taxes incluses.

Adoptée

Le directeur général dépose le rapport relatif à la délégation d'autorisation des dépenses du 29 novembre au 19 décembre 2016.

17-01-3024

AFFECTATION DE CRÉDITS (DÉPENSES INCOMPRESSIBLES)

ATTENDU QUE, selon les exigences du Code Municipal du Québec et selon le Manuel de la présentation de l'information financière municipale, toute dépense de la municipalité doit faire l'objet d'une affectation à une fin précise de crédits votés par le conseil municipal;

ATTENDU QU'afin de normaliser ces exigences pour les dépenses incompressibles, l'affectation des crédits peut s'effectuer en début d'exercice. Les dépenses incompressibles sont des coûts fixes ou inévitables qu'il est impossible de ne pas assumer en raison d'une obligation contractée ou de la nécessité de posséder certains biens aux fins de son fonctionnement;

EN CONSÉQUENCE, il est

Proposé par : Thomas Howard
Appuyé par : Brian Middlemiss

ET RÉSOLU QUE ce conseil autorise que les dépenses dites incompressibles de la nature suivante soient payées sur réception de la facture pour l'année 2017 et qu'un rapport soit soumis au conseil à la réunion suivant le paiement de ces dernières. Il s'agit des dépenses suivantes dont les crédits ont été votés lors de l'adoption du budget 2017 ou par une résolution spécifique, ou par engagement de dépenses, à cette fin :

- la rémunération des membres du conseil;
- les salaires des employés municipaux;
- la quote-part des dépenses de la MRC des Collines-de-l'Outaouais;
- les dépenses d'huile à chauffage;
- les dépenses d'électricité;
- les dépenses de téléphone;
- les dépenses de carburants;
- le contrat d'assurance pour les biens de la municipalité;
- le contrat forfaitaire – aviseur légal
- le contrat de conciergerie;
- les contrats de déneigement;
- le contrat de collecte des déchets;
- le contrat pour le préposé aux animaux
- le contrat pour espaces verts;
- le contrat pour le préposé à l'écocentre;
- le contrat d'entretien pour la photocopieuse;
- le contrat d'entretien pour la machine à timbres;
- le contrat d'entretien pour le système informatique;
- le contrat pour alarmes;
- le contrat pour tapis;
- les factures payées avec carte de crédit;
- les paiements trimestriels aux bibliothèques;
- les dépenses reliées aux frais de poste et messagerie;
- les autres dépenses de même nature;
- les remises mensuelles aux deux gouvernements;
- l'immatriculation des véhicules et vérifications mécaniques;
- le chlore pour système d'eau potable;
- les fournitures de papeterie usuelles;
- le contrat de service Internet;
- le contrat – exterminateur;
- achat de café, jus, etc.;
- contrat – groupe AST (ADP mutuelle de prévention);
- produits de nettoyage;
- tests d'eau – MRC;
- contribution à l'ADMQ;
- paiement des sommes dues au vérificateur.

Adoptée

17-01-3025

OFFICE MUNICIPALE D'HABITATION (O.M.H.) – BUDGET 2017

Il est

Proposé par : Nancy Draper-Maxsom

Appuyé par : Brian Middlemiss

ET RÉSOLU QUE la Municipalité accepte le budget 2017 de l'O.M.H. tel que présenté, qui démontre une quote-part municipale de 10%, soit 3 794,00\$.

Adoptée

AVIS DE MOTION

Avis de motion est donné par **Thomas Howard**, conseiller du district électoral numéro **3**, à la Municipalité de Pontiac, à l'effet qu'à une prochaine session de ce conseil, il y aura adoption d'un règlement pour abroger le règlement 097-89 concernant la constitution d'un service de la sécurité incendie pour la Municipalité de Pontiac.

17-01-3026

RÈGLEMENT NUMÉRO 17-RM-04 POUR ABROGER ET REMPLACER LE RÈGLEMENT PORTANT LE NUMÉRO 12-RM-04 CONCERNANT LE MAINTIEN DE LA PAIX PUBLIQUE ET DU BON ORDRE DANS LES LIMITES DE LA MUNICIPALITÉ DE PONTIAC

ATTENDU QUE la Municipalité de de Pontiac a adopté, lors d'une session régulière de son Conseil municipal, tenue le 11 décembre 2012, la résolution portant le numéro 12-12-1388, aux fins d'abroger et remplacer le règlement portant le numéro 12-RM-04 concernant le maintien de la paix publique et du bon ordre dans les limites de la Municipalité de Pontiac;

ATTENDU QUE ce Conseil juge nécessaire et d'intérêt public de réglementer en vue de préserver et maintenir la paix, l'ordre et la propreté, sur son territoire;

ATTENDU QU'un avis de motion a été donné à une session régulière de ce Conseil municipal, soit le 13 décembre 2016, à l'effet que le présent règlement serait soumis pour approbation;

EN CONSÉQUENCE, il est

Proposé par : Brian Middlemiss

Appuyé par : Thomas Howard

ET RÉSOLU QUE le conseil de la Municipalité de Pontiac ordonne et statue ce qui suit par ce règlement :

ARTICLE 1 – DÉFINITIONS

Pour l'interprétation du présent règlement, à moins que le contexte ne s'y oppose, les mots et expressions suivants signifient, et ce, sans limitation :

1.1 **Bâtiment :**

Désigne une construction munie d'un toit supporté par des colonnes ou des murs et utilisée pour abriter des êtres humains, des animaux ou des objets.

1.2 **Bruit :**

Signifie un son ou un ensemble de sons, harmonieux ou non, perceptibles par l'ouïe.

1.3 **Cabane à pêche sur glace :**

Désigne toute structure ou construction, toute disposition et assemblage d'éléments, permanents ou temporaires, mobiles ou immobiles, servant, entre autres, d'abri, d'entrepôt ou de rangement.

1.4 **Jeux dangereux :**

Désigne toute activité qui représente un danger pour la santé ou la sécurité du public et de leurs biens.

- 1.5 Lieu habité :
Signifie tout bâtiment ou un espace non bâti dans lequel ou sur lequel des personnes résident, travaillent ou séjournent et comprend de façon non limitative une habitation, un commerce, un édifice à bureau, un hôpital, une embarcation, un campement ou tout autre lieu analogue ou partie d'un tel lieu qui constitue un local distinct.
- 1.6 Municipalité :
Désigne la Municipalité de Pontiac.
- 1.7 Parcs :
Signifie les parcs, les lacs et les rivières, situés sur le territoire de la municipalité et comprend en outre, les aires de repos, les promenades, les sentiers récréatifs, les infrastructures récréatives ou touristiques ainsi que généralement tous les espaces publics gazonnés ou non où le public a accès à des fins de repos ou de détente, de jeu ou de sport ou pour toute autre fin similaire, mais ne comprend pas les rues, les chemins, les ruelles et les trottoirs adjacents aux rues ainsi que les autres endroits dédiés à la circulation des véhicules.
- 1.8 Propriété publique :
Désigne toute propriété, voie de circulation, terrain public, parc, fossé, chemin, rue, entrée, berge, bord de rivière, aire de stationnement, pont ou tout autre endroit ou bâtiment et infrastructure du domaine municipal ou public situé à l'intérieur des limites de la municipalité, toute bande de terrain de la municipalité jusqu'au terrain de toute propriété privée adjacente, incluant les abords et les entrées de toutes les propriétés de la municipalité, ainsi que toute autre propriété publique appartenant au gouvernement du Québec et à ses agences et susceptible d'être fréquentée par le public en général.
- 1.9 Véhicule routier :
Désigne un véhicule motorisé qui peut circuler sur un chemin; sont exclus les véhicules pouvant circuler uniquement sur rail et les fauteuils roulants mus électriquement. Les remorques, les semi-remorques et les essieux amovibles sont assimilés aux véhicules routiers.

Les motos, véhicules tout terrain et motoneiges.
- 1.10 Voie de circulation :
Désigne toute rue, ruelle, chemin public, chemin privé à accès public, espace ou terrain de stationnement, trottoirs ou autres.

ARTICLE 2 – APPLICATION DU RÈGLEMENT

- 2.1 Les agents de la paix de la MRC des Collines-de-l'Outaouais ainsi que toute personne désignée par le directeur de la sécurité publique de ladite MRC sont autorisés à entreprendre des poursuites pénales contre tout contrevenant à toute disposition du présent règlement. Le conseil autorise ces personnes à émettre les constats d'infraction utiles à cette fin. Ces personnes sont chargées de l'application du présent règlement.

La Municipalité autorise de plus, de façon générale, le secrétaire-trésorier ainsi que toute personne désignée par lui à entreprendre des poursuites pénales contre tout contrevenant à toute disposition du présent règlement concernant le maintien de la paix et du bon ordre et autorise en conséquence ces personnes à délivrer les constats d'infraction utiles à cette fin. Ces personnes sont chargées de l'application de toute disposition du présent règlement concernant le maintien de la paix et du bon ordre.

ARTICLE 3 – BRUIT

- 3.1 Sauf pour des travaux d'urgence, à caractère public, ou tout autre travail d'ordre public expressément autorisé par le conseil municipal, il est interdit, entre 21 h et 7 h, à tout endroit dans la municipalité d'exécuter, de faire exécuter ou permettre qu'il soit exécuté des travaux de construction, de reconstruction, de modification ou de réparation d'un bâtiment ou de quelque construction, d'un véhicule, ou fait ou permis qu'il soit fait des travaux d'excavation au moyen d'un appareil mécanique, hydraulique ou de tout autre appareil bruyant.

- 3.2 Le fait, pour toute personne, entre 21 h et 7 h, de faire, ou tolérer que ce soit fait, un bruit causé par l'usage de machines-outils ou appareils quelconques ou par quelque cause que ce soit de nature à empêcher l'usage paisible de la propriété d'une ou plusieurs personnes dans le voisinage, constitue une infraction au présent règlement.
- 3.3 Il est interdit, en tout temps, à quiconque occupant un bâtiment ou un terrain ou se trouvant sur une propriété publique, de faire soi-même ou de tolérer qu'il soit fait par des personnes sous son autorité, du bruit excessif que ce soit en chantant, criant ou à l'aide d'un appareil radio, d'un amplificateur ou autre appareil du même genre ou par tout autre instrument ou objet projetant des bruits et des sons de manière à nuire au bien-être et à la tranquillité d'une ou des personnes du voisinage à moins de détenir un permis ou une autorisation écrite émise à cette fin par la Municipalité.
- 3.4 Il est interdit à quiconque de faire du bruit ou de troubler la tranquillité et le bien-être d'une ou des personnes du voisinage par la transmission de sons projetés à l'extérieur d'un immeuble ou d'un véhicule par un haut-parleur, un amplificateur ou un autre appareil transmetteur relié à un appareil destiné à reproduire des voix ou des sons.
- 3.5 Nul ne doit avoir en sa possession ou sa garde, dans les limites de la municipalité, sauf dans les zones permises, des animaux ou des oiseaux dont le chant intermittent ou les cris réitérés nuisent au bien-être et à la tranquillité d'une ou des personnes du voisinage.
- 3.6 Le propriétaire ou la personne en charge d'un véhicule ne doit faire résonner ou permettre de faire résonner son avertisseur qu'en cas d'urgence.
- 3.7 Il est défendu de faire fonctionner le moteur d'un véhicule stationnaire de façon à causer un bruit de nature à troubler la paix et la tranquillité d'une ou des personnes du voisinage.
- 3.8 Il est défendu à toute personne en charge ou occupant d'un véhicule routier muni d'une radio ou d'un autre appareil du même genre, de faire fonctionner ou permettre de faire fonctionner cet appareil de manière à nuire au bien-être et à la tranquillité d'une ou des personnes du voisinage.
- 3.9 Il est interdit à quiconque de projeter des sons à partir de la voix, d'un haut-parleur, amplificateur ou tout autre instrument producteur de sons à partir d'une embarcation située sur un plan d'eau de manière à nuire au bien-être et à la tranquillité d'une ou des personnes du voisinage.
- 3.10 La projection ou l'émission de tout son ou bruit émanant du bateau utilisé aux opérations de navigation de l'embarcation est exclue de l'application de l'article 3.9.
- 3.11 Aux fins de la détermination du lieu où l'infraction a été commise au sens des articles 3.1 à 3.10 inclusivement du présent règlement, il importe peu que l'émission des sons provienne d'une source qui soit située à l'intérieur des limites de la municipalité et il suffit que lesdits sons soient entendus à l'intérieur desdites limites de la municipalité.

ARTICLE 4 – PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ PUBLIQUE

- 4.1 Il est interdit à quiconque de jeter, déposer ou répandre sur toute propriété publique, de la terre, des papiers, des ordures, des rebuts, des animaux morts, des matériaux de démolition, des substances liquides, ainsi que tous biens meubles ou toute autre substance du même genre.

L'article 4.1 ne s'applique pas lorsque les biens meubles sont jetés, déposés ou répandus sur un site de collecte opéré par la Municipalité ou son mandataire. Par contre, le dépôt de biens doit se faire aux endroits et aux heures prévues par la Municipalité.

Les abords, entrées, chemins servant à de tels sites ne sont pas des endroits autorisés aux dépôts desdits biens visés par l'article 4.1

Lorsque la preuve de propriété d'un véhicule routier et/ou de toute remorque servant à transporter des biens jetés, déposés ou répandus sur toute propriété publique est faite, le propriétaire dudit véhicule routier et/ou de toute remorque est présumé avoir jeté, déposé ou répandu des biens sur une propriété publique.

Tout préposé de la Municipalité peut demander à toute personne qui jette, dépose ou répand un bien visé à l'article 4.1 de s'identifier.

Le refus de s'identifier constitue une infraction au présent règlement.

- 4.2 Il est interdit à quiconque de déverser, de déposer, de jeter ou de permettre que soit déversée, déposée ou jetée de la neige ou de la glace sur toute propriété publique.

Quiconque est propriétaire du terrain adjacent à une propriété publique où de la neige ou de la glace a été déversée, déposée ou jetée sera présumé y avoir déversé, déposé, jeté, ou avoir permis que soit déversée, déposée ou jetée cette neige ou glace. Cette personne devra assumer les coûts de déneigement de la propriété publique sur laquelle de la neige ou de la glace a été déversée, déposée ou jetée.

Sont compris dans la propriété publique les abords et les entrées de toutes les propriétés d'une municipalité.

- 4.3 Il est interdit à quiconque de causer quelque dommage que ce soit à la propriété publique.

- 4.4 Il est interdit à quiconque d'ôter, déplacer, déranger ou éteindre les torches, réflecteurs, lumières ou enseignes placés sur la propriété publique pour prévenir un danger ou dévier la circulation sans autorisation préalable de l'autorité responsable.

- 4.5 Toute personne qui arrache, détériore ou déplace une enseigne municipale sans être autorisée à le faire contrevient au présent règlement et commet une infraction.

- 4.6 La Municipalité peut demander toute ordonnance à la Cour municipale pour faire nettoyer ou remettre en état les équipements municipaux ci-avant désignés, le tout aux frais de la personne qui a causé les nuisances ou dommages.

ARTICLE 5 – PAIX ET BON ORDRE

- 5.1 Il est défendu de donner ou déclencher volontairement et de propos délibéré, toute alarme de feu ou d'appeler la police sans motif raisonnable.

- 5.2 Il est interdit à quiconque de gêner ou nuire à la circulation des piétons ou des véhicules routiers sans excuse raisonnable de quelque manière que ce soit sur toutes les propriétés publiques situées dans la Municipalité.

- 5.3 Il est interdit à quiconque, dans sa propre demeure ou logis ou dans celui d'autrui, de troubler la paix ou de faire du bruit en criant, sacrant, jurant, vociférant, se querellant, se battant ou se conduisant de manière à troubler la tranquillité et la paix d'une ou des personnes qui se trouvent dans cette demeure ou logis.

- 5.4 Il est interdit à quiconque, se trouvant sur une propriété publique de se battre, de consommer des boissons alcoolisées « sauf si un permis à cet effet a été émis par l'autorité compétente », de consommer des drogues ou de se conduire de manière à troubler la tranquillité et la paix publique.

- 5.5 Il est défendu d'interrompre, de gêner, de troubler l'ordre ou de passer à travers tout cortège funèbre, procession religieuse, procession ou parade dûment autorisée.

- 5.6 Il est interdit à quiconque de troubler toute assemblée de citoyens, d'association « Bona Fide » ou d'assemblée religieuse dans la poursuite de leur but.

- 5.7 Il est interdit à quiconque de faire ou permettre de faire du bruit dans les hôtels, auberges, tavernes, restaurants, salles de quilles, centres commerciaux ou autres lieux fréquentés par le public en criant, jurant, vociférant, se querellant, se battant ou de toute autre manière pour ennuyer, incommoder, déranger ou troubler la paix des personnes qui se trouvent en ces lieux.

- 5.8 Toute personne à l'intérieur des limites de la Municipalité qui trouble la paix des gens en criant, jurant, vociférant, se querellant, se battant ou étant sous l'influence de l'alcool ou d'une drogue ou autrement se mal comportant contrevient au présent règlement et commet une infraction.

- 5.9 Toute réunion tumultueuse est défendue dans les limites de la Municipalité et toute personne faisant ou causant quelque bruit, trouble ou désordre ou faisant partie de quelque réunion tumultueuse commet une infraction au présent règlement.
- 5.10 Il est interdit à quiconque de sonner ou de frapper sans motif raisonnable aux portes ou fenêtres des maisons ou sur les maisons de façon à troubler ou déranger inutilement ou d'ennuyer les gens qui s'y trouvent.
- 5.11 Il est interdit à quiconque de se trouver sur une propriété publique ou privée sans motif raisonnable et justifié.
- 5.12 Il est interdit à quiconque d'uriner ou déféquer dans tout endroit privé ou propriété privée ailleurs que dans les endroits spécialement aménagés à cette fin.
- 5.13 Il est interdit à quiconque de mendier ou de colporter dans les limites de la Municipalité à moins de détenir un permis à cette fin, émis par cette dernière.
- 5.14 Il est défendu de vendre quoi que soit sur toute propriété publique sans avoir obtenu au préalable un permis ou une autorisation écrite de la Municipalité.
- 5.15 Il est interdit à quiconque de causer des dommages à la propriété publique par des peintures, dessins, écrits, graffitis ou toute autre marque non appropriée.
- 5.16 Toute personne trouvée consommant de l'alcool, flânant sous l'effet de l'alcool, consommant de la drogue ou flânant sous l'effet de la drogue ou ayant en sa possession un contenant de boisson alcoolisée dont l'ouverture n'est pas scellée, et ce, sur une propriété publique, un parc ou un chemin public dans les limites de la Municipalité commet une infraction au présent règlement SAUF sur autorisation écrite par les représentants de la Municipalité.
- 5.17 Toute personne qui entre dans un bâtiment, une propriété publique ou un endroit privé où elle est étrangère et qui refuse de se retirer sur demande de toute personne en autorité ou en charge d'un tel immeuble contrevient au présent règlement et commet une infraction.

La seule présence de la personne avisée après la demande de quitter mentionnée à l'alinéa précédent, dans ou sur l'immeuble concerné et peu importe la durée de sa présence, constitue un refus de se retirer.

- 5.18 Quiconque utilise les voies de circulation dans la Municipalité comme glissoire ou terrain de jeu et la personne gardienne ou tutrice de cette première personne contrevient au présent règlement et commet une infraction.
- 5.19 Il est interdit à quiconque de projeter une lumière directe en dehors du terrain d'où elle provient si celle-ci est susceptible de causer un danger pour le public ou un inconfort pour une ou des personnes du voisinage.
- 5.20 Le fait de faire ou permettre qu'il soit fait usage de pétards et de feux d'artifice, constitue une nuisance et est prohibé.

Cette prohibition ne s'applique pas lorsque la permission a été accordée par le Directeur du service des incendies, sur demande écrite, présentée au moins un mois avant l'événement.

- 5.21 Il est interdit à toute personne d'injurier, d'insulter ou de blasphémer en présence d'un agent de la paix dans l'exercice de ses fonctions, un mandataire chargé de l'application de quelques règlements que ce soit.
- 5.22 Commet une infraction quiconque donne une information fausse ou trompeuse à un policier en service dans la Municipalité, un préposé aux communications de la Municipalité ou une personne chargée de l'application de la Loi dans la Municipalité.
- 5.23 Commet une infraction quiconque qui appelle un policier, un préposé aux communications ou une personne chargée de l'application de la Loi de manière répétitive et sans motif raisonnable et justifié.
- 5.24 Commet une infraction quiconque qui appelle un policier ou un préposé aux communications pour sujet autre que de nature policière.

ARTICLE 6 – PARCS, CENTRES DE LOISIRS ET AUTRES PROPRIÉTÉS PUBLIQUES

- 6.1 Il est interdit à quiconque d'entrer ou de sortir d'un parc de la Municipalité autrement que par les entrées et sorties aménagées à cette fin.
- 6.2 L'accès aux parcs de la Municipalité est interdit entre 23 h et 7 h à moins de détenir un permis ou une autorisation écrite de la Municipalité à cette fin.
- 6.3 Il est interdit de nuire de quelque manière que ce soit au travail des employés affectés à des travaux sur toute propriété publique.
- 6.4 Il est interdit de pratiquer tout jeu dangereux ou amusement non approprié sur toute propriété publique.
- 6.5 Commet une infraction toute personne qui, fréquentant ou visitant une propriété publique de la Municipalité, refuse de quitter ledit lieu sur ordre de personnes affectées à la surveillance et au maintien de l'ordre dans ledit lieu.
- 6.6 Il est interdit à quiconque de prendre part de près ou de loin à une bagarre, émeute, protestation ou rassemblement désordonné sur une propriété publique.
- 6.7 Il est interdit à toute personne de se promener en motoneige ou autre véhicule motorisé sur une propriété publique à moins d'avoir une autorisation écrite de la Municipalité à cette fin.
- 6.8 Il est interdit à quiconque de jeter ou de disposer des déchets, papiers ou autres ordures autrement que dans les boîtes ou paniers disposés à cette fin sur les propriétés publiques.
- 6.9 Il est interdit à quiconque d'uriner ou déféquer sur toute propriété publique ailleurs que dans les endroits spécialement aménagés à cette fin.
- 6.10 Il est défendu à quiconque de secouer, couper, casser, enlever ou endommager de quelque façon que ce soit tout mur, clôture, enseigne, abri, siège, lampadaire, gazon, arbre, arbuste, plantation ou autre plante sur toute propriété publique.
- 6.11 La Municipalité ne se tiendra pas responsable des objets volés, perdus ou endommagés sur toute propriété publique de son territoire.
- 6.12 Il est interdit de jeter des pierres ou autres projectiles sur toute propriété publique.
- 6.13 Il est défendu de se dévêtir ou de se rhabiller en aucun endroit dans les centres de loisirs à l'exception des endroits construits à cette fin.
- 6.14 Il est défendu à toute personne de flâner sur les aires de stationnement ou à l'intérieur des centres de loisirs.
- 6.15 Il est défendu à toute personne d'allumer ou de maintenir allumé un feu sur une propriété publique à moins d'avoir obtenu un permis ou une autorisation écrite de la Municipalité à cet effet.
- 6.16 Il est défendu à toute personne de faire usage ou permettre de faire usage, sur une propriété publique, de fusée volante, torpille ou toute autre pièce pyrotechnique à moins d'avoir obtenu un permis ou une autorisation écrite de la Municipalité à cet effet.
- 6.17 Il est défendu de franchir ou de se trouver à l'intérieur d'un périmètre de sécurité établi à l'aide d'une signalisation appropriée (ruban indicateur, barrière, etc.) par l'autorité compétente à moins d'y être expressément autorisé.
- 6.18 Il est défendu à quiconque se trouvant sur une propriété publique d'escalader ou de grimper après ou sur une statue, un poteau, un mat, un pylône, une tour, un fil, un bâtiment, une clôture ou tout autre assemblage ordonné de matériaux servant d'appui, de support ou de soutien, sauf les jeux spécialement aménagés pour les enfants.

- 6.19 Commet une infraction quiconque saute, se laisse tomber ou pousse autrui d'un pont ou d'une autre propriété publique appartenant au gouvernement du Québec et à ses agences.
- 6.20 Commet une infraction quiconque qui se retrouve nu ou partiellement nu sur une propriété publique ou tout autre endroit pouvant être vue par le public.

ARTICLE 7 – « ARMES »

- 7.1 Constitue une nuisance et est prohibé le fait de déambuler avec, de faire usage ou de décharger une arme à feu, une arme à air, une arbalète, une fronde, un tire-pois ou tout autre engin, instrument ou système destiné à lancer des projectiles, un couteau, une épée, une machette, un objet similaire à une arme et une imitation d'une arme.

Sans excuse raisonnable, a en sa possession, déambule, fait usage et/ou décharge :

Une arme à feu
Une arme à air ou gaz comprimé
Une arme à ressorts
Un arc
Une arbalète
Une fronde
Un tire-pois
Un engin, instrument ou système destiné à lancer des projectiles
Un couteau
Une épée
Une machette
Un objet similaire à une arme
Une imitation d'une arme

Il est interdit à quiconque de faire usage d'une arme :

- À moins de 300 mètres d'une maison, d'un bâtiment ou de tout lieu habité;
 - Sur toutes voies de circulation ainsi que sur une largeur de 10 mètres de chaque côté extérieur de l'emprise;
 - Dans un pâturage où se trouvent des animaux;
 - Sur une propriété privée sans le consentement du propriétaire, de son représentant ou de l'occupant des lieux;
 - Sur une propriété publique;
- 7.2 Malgré les dispositions de l'article 7.1, l'utilisation et le tir des armes désignées sont permis à l'intérieur d'un champ de tir reconnu en tout point sécuritaire par le Service de la sécurité publique ou l'autorité compétente.

ARTICLE 8 – CABANES À PÊCHE SUR GLACE

- 8.1 Toute personne qui utilise ou est propriétaire d'une structure ou construction placée sur la glace d'un lac ou d'une rivière pendant la saison de la pêche sur glace et qui omet de la retirer avant la fin de la saison de pêche sur glace commet une infraction.
- 8.2 La saison de pêche sur glace est déterminée par le Ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs.
- 8.3 Les inspecteurs de la Municipalité et les agents de police de la MRC des Collines-de-l'Outaouais veillent à l'application du présent règlement.
- 8.4 Commet une infraction tout usager et/ou propriétaire d'une de ces structures ou constructions qui ne coopère ou ne collabore pas avec les inspecteurs et qui ne retire pas sa structure ou construction dans les délais impartis.

ARTICLE 9 – DISPOSITIONS PÉNALES

- 9.1 Toute personne qui contrevient à une des dispositions du présent règlement commet une infraction et est passible :
- a) d'une amende minimale de 200 \$ et d'une amende maximale de 1 000 \$;

- b) si une infraction se continue, elle constitue jour par jour, une infraction distincte et le contrevenant est passible de l'amende chaque jour durant lequel l'infraction se continue.
- 9.2 Toute personne morale qui contrevient à une des dispositions du présent règlement commet une infraction et est passible :
- D'une amende minimale de 300 \$ et d'une amende maximale de 2 000 \$;
- Si une infraction se continue, elle constitue jour après jour, une infraction distincte et le contrevenant est passible de l'amende chaque jour durant lequel l'infraction se continue.

ARTICLE 10 – INTERPRÉTATION

- 10.1 Le masculin et le singulier sont utilisés dans le présent règlement sans discrimination et inclut le féminin et le pluriel afin d'éviter un texte trop lourd.
- 10.2 En cas de divergence entre la version française et la version anglaise, la version française est celle qui prédomine pour l'application du règlement.

ARTICLE 11 – ABROGATION ET ENTRÉE EN VIGUEUR

- 11.1 Le présent règlement abroge et remplace le règlement 12-RM-04 à toutes fins que de droit.
- 11.2 Le règlement entrera en vigueur conformément à la Loi.

Adoptée

17-01-3027

SUBVENTION À LA FORMATION

ATTENDU QUE le *Règlement sur les conditions pour exercer au sein d'un service de sécurité incendie municipal* prévoit les exigences de formation pour les pompiers(ères) des services de sécurité incendie afin d'assurer une qualification professionnelle minimale;

ATTENDU QUE ce règlement s'inscrit dans une volonté de garantir aux municipalités la formation d'équipes de pompiers possédant les compétences et les habiletés nécessaires pour intervenir efficacement en situation d'urgence;

ATTENDU QU'en décembre 2014, le gouvernement du Québec a établi le Programme d'aide financière pour la formation des pompiers volontaires ou à temps partiel;

ATTENDU QUE ce programme a pour objectif principal d'apporter aux organisations municipales une aide financière leur permettant de disposer d'un nombre suffisant de pompiers(ères) qualifiés pour agir efficacement et de manière sécuritaire en situation d'urgence;

ATTENDU QUE ce programme vise également à favoriser l'acquisition des compétences et des habiletés de base requises par les pompiers(ères) volontaires ou à temps partiel qui exercent au sein des services de sécurité incendie municipaux;

ATTENDU QUE la Municipalité de Pontiac désire bénéficier de l'aide financière offerte par ce programme;

ATTENDU QUE la Municipalité de Pontiac prévoit la formation de plusieurs pompiers (ères) pour le programme Pompier I au cours de la période du 1^{er} avril 2017 au 31 mars 2018 pour répondre efficacement et de manière sécuritaire à des situations d'urgence sur son territoire;

ATTENDU QUE la Municipalité doit transmettre sa demande au ministère de la Sécurité publique par l'intermédiaire de la MRC des Collines-de-l'Outaouais en conformité avec l'article 6 du Programme;

Il est

Proposé par : Thomas Howard
Appuyé par : Brian Middlemiss

ET RÉSOLU de présenter une demande d'aide financière pour la formation de ces pompiers dans le cadre du Programme d'aide financière pour la formation des pompiers volontaires ou à temps partiel au ministère de la Sécurité publique et de transmettre cette demande à la MRC des Collines-de-l'Outaouais.

Adoptée

17-01-3028

**OCTROI DE CONTRAT - SERVICES PROFESSIONNELS POUR UNE ÉTUDE -
RAMPE DE MISE A L'EAU**

ATTENDU QUE les résidents de la municipalité de Pontiac ont clairement démontré qu'ils souhaitent l'ouverture d'une seconde rampe de mise à l'eau conforme dans la municipalité de Pontiac ;

ATTENDU QUE le directeur général a procédé à un appel de propositions public pour une étude portant sur les coûts et les opportunités relatifs à l'implantation d'une rampe de mise à l'eau ;

ATTENDU QUE suite à cet appel de propositions public publié sur le site du système électronique d'appel d'offres du Gouvernement du Québec (SEAO), seule la proposition d'ARGUS Environnement Inc. a été reçue dans les délais prescrits et jugée conforme;

Il est

Proposé par: Nancy Draper-Maxsom

Appuyé par: Thomas Howard

ET RÉSOLU QUE le conseil octroie le contrat à ARGUS Environnement Inc., au montant de 22 751,00\$, taxes en sus.

IL EST ÉGALEMENT RÉSOLU QUE le maire et le directeur général et secrétaire-trésorier ou leurs remplaçants soient par la présente, autorisés à signer au nom de la Municipalité tous documents donnant effet à la présente résolution.

Adoptée

17-01-3029

PROLONGATION DU CONTRAT DE M. PHILIPPE BEAUDOIN

CONSIDÉRANT QU'il est nécessaire de favoriser la transition des responsabilités au nouveau chef de division des travaux publics pendant 2 semaines;

CONSIDÉRANT QUE le directeur des infrastructures et des travaux publics a besoin de l'appui d'un technicien pour compléter certains projets, tels que le suivi de la transition concernant la gestion des matières résiduelles, le lancement d'un appel d'offre pour la réfection de certains ponceaux, apporter les ajustements demandés au Plan d'intervention exigé par le MAMOT ;

CONSIDÉRANT QU'il est impératif de structurer et de mettre en marche l'inventaire des équipements municipaux des travaux publics et des parcs, des bâtiments etc. ;

CONSIDÉRANT QUE nous désirons mettre en place un programme de suivi de l'entretien préventif de la flotte de véhicule ;

CONSIDÉRANT QUE M. Philippe Beaudoin a déjà travaillé sur la majorité de ces projets et que ses connaissances et habiletés permettraient de s'assurer de l'avancement et la complétion de dossiers importants ;

Il est

Proposé par: Brian Middlemiss

Appuyé par: Thomas Howard

ET RÉSOLU QUE le conseil municipal accepte la recommandation du directeur des infrastructures et des travaux publics et accorde une autorisation pour la prolongation du mandat de M. Beaudoin aux conditions suivantes :

- Deux semaines de transition, disponible sur appel, à l'échelon 1 du chef de division des travaux publics, selon la politique de rémunération globale à l'égard des employés cadres.
- Et six semaines comme aide technique au service des travaux publics au taux hebdomadaire de 961,54\$.

Adoptée

17-01-3030

DÉSIGNATION DE M. LOUIS MONTGRAIN, DIRECTEUR DU SERVICE D'URBANISME DE LA MUNICIPALITÉ DE PONTIAC, RESPONSABLE À L'ÉMISSION DES PERMIS ET CERTIFICATS.

CONSIDÉRANT QUE M. Louis Montgrain occupe, depuis le 4 janvier 2017, le poste de directeur du service de l'urbanisme et que l'approbation des permis et certificats en matière d'urbanisme est l'une des responsabilités du service;

CONSIDÉRANT QU'en vertu de l'article 119, 7° de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chapitre A-19.1), le conseil municipal peut, par règlement, désigner un responsable de l'émission des permis et certificats ;

CONSIDÉRANT QU'en vertu de l'article 3.1 du Règlement d'administration et d'interprétation des règlements d'urbanisme (176-01) de la Municipalité de Pontiac, le conseil doit, par résolution, désigner un fonctionnaire responsable de l'émission des permis et certificats ;

EN CONSÉQUENCE, il est

Proposé par : Nancy Draper-Maxsom
Appuyé par : Thomas Howard

ET RÉSOLU que le conseil désigne M. Louis Montgrain responsable et signataire des permis et certificats au service d'urbanisme.

Adoptée

17-01-3031

NOMINATION DES OFFICIERS POUR LE CCU

CONSIDÉRANT QU'en vertu de l'article 147 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, (L.R.Q., chapitre A-19.1), les officiers municipaux qui siègent sur le comité consultatif d'urbanisme (CCU) doivent être nommés par résolution du conseil;

Il est

Proposé par : Thomas Howard
Appuyé par : Brian Middlemiss

ET RÉSOLU de nommer M. Louis Montgrain et Mme Crystal Deschambault en tant qu'officiers du comité.

Adoptée

17-01-3032

FINANCEMENT DE QUYON SPORTS AND RECREATIONS

CONSIDÉRANT QUE le financement accordé en 2016 à Quyon Sports and Recreations, en vertu de la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes communautaires, visait à supporter la mission de l'organisme et ne couvrait pas les frais de maintenance du parc et des infrastructures récréatives dans le secteur Quyon ;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité a reçu le 2 décembre 2016 une copie des factures concernant les frais engagés par Quyon Sports and Recreations concernant l'entretien des installations récréatives au parc du secteur Quyon ;

CONSIDÉRANT que ces frais totalisent 4 353,40\$;

Il est

Proposé par : Thomas Howard
Appuyé par : Nancy Draper-Maxsom

ET RÉSOLU QUE la Municipalité rembourse les frais totalisant 4 353,40\$ et que cette dépense soit imputée au budget 02 70190 970.

Adoptée

17-01-3033
HÔPITAL DE SHAWVILLE

ATTENDU QUE le Centre Intégré de Santé et de Services Sociaux de l'Outaouais (CISSSO) imposera, dès le 1^{er} mars 2017, des frais de stationnement dans tous ses centres hospitaliers, dont le centre hospitalier du Pontiac, situé à Shawville ;

ATTENDU QUE les patients et leurs familles, de même que les employés du centre hospitalier feront les frais de cette mesure ;

ATTENDU QUE le centre hospitalier de Shawville n'est pas desservi par un réseau de transport en commun ;

ATTENDU QUE cette mesure aura pour effet de rendre encore plus difficile l'accès aux soins de santé en Outaouais ;

ATTENDU QUE le centre hospitalier du Pontiac dessert une partie de la population de la Municipalité de Pontiac ;

Il est

Proposé par : Thomas Howard
Appuyé par : Brian Middlemiss

ET RÉSOLU QUE le Conseil municipal déplore l'imposition d'une tarification pour le stationnement à l'hôpital de Shawville et demande au CISSSO de renoncer à imposer des frais de stationnement au Centre Hospitalier du Pontiac.

Adoptée

PÉRIODE DE QUESTIONS DU PUBLIC

Ricky Knox - Question concernant la procédure d'adoption du budget en séance spéciale
- Demande quel est le taux de roulement de la brigade des pompiers

Stéphane Alary - Déplore la lenteur pour l'émission d'un permis concernant l'enrochement des fossés

17-01-3034
LEVÉE DE L'ASSEMBLÉE

Il est

Proposé par: Thomas Howard
Appuyé par: Nancy Draper-Maxsom

ET RÉSOLU de lever l'assemblée à 20h30 ayant épuisé l'ordre du jour.

Adoptée

MAIRE

DIRECTEUR GÉNÉRAL

« Je, Roger Larose, maire, atteste que la signature du présent procès-verbal équivaut à la signature par moi de toutes les résolutions qu'il contient au sens de l'article 142 (2) du Code municipal ».